

**“L'ÉTAT TUE. VOTRE
SILENCE LES ARME.
OCCUPATION DE TOUS
LES ÉDIFICES PUBLICS,
MAINTENANT.
OCCUPATION
DE LA MAIRIE
DE AGIOS DIMITRIOS”**

Une brochure intitulée « Émeutes, amour & anarchie ...l'insurrection qui vient de Grèce » vient de paraître aux Éditions T'okup ! : des entrevues et plusieurs textes à propos du soulèvement en cours.

État terroriste

Le 11 novembre 2008, des arrestations et perquisitions ont eu lieu à Tarnac, Rouens et Paris à la suite d'une enquête sur des sabotages sur des lignes de train prétendument commis par la « mouvance anarcho-autonome ».

Dix personnes ont été placées en garde-à-vue «antiterroriste» et jetées en pâture à la presse. L'affaire semble pourtant se dégonfler et constituer surtout une opération d'intimidation et d'avertissement contre les mouvements sociaux. En attendant d'avoir plus d'informations, nous encartons dans ce numéro des premiers éléments d'analyse (texte La Caténaire qui cachait la forêt, 23 novembre par des précaires).

*D'Exarchia à Tarnac, à bas la démocratie, son état et sa flicaille !!
On a toujours raison de se révolter!*

**ΤΟ ΚΡΑΤΟΣ
ΔΟΛΟΦΟΝΕΙ**

**Η ΣΙΩΠΗ ΣΑΣ
ΤΟΥΣ ΟΠΛΙΖΕΙ**

**ΚΑΤΑΛΗΨΗ ΣΕ ΟΛΑ ΤΑ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΤΗΡΙΑ ΤΩΡΑ
ΚΑΤΑΛΗΨΗ ΔΗΜΑΡΧΕΙΟΥ ΑΓ ΔΗΜΗΤΡΙΟΥ**



Soutien aux inculpés du 11 Novembre

Une opération récente, largement médiatisée, a permis d'arrêter et d'inculper neuf personnes, en mettant en œuvre la législation antiterroriste. Cette opération a déjà changé de nature : une fois établie l'inconsistance de l'accusation de sabotage des caténaires, l'affaire a pris un tour clairement politique. Pour le procureur de la République, « le but de leur entreprise est bien d'atteindre les institutions de l'État, et de parvenir par la violence – je dis bien par la violence et non pas par la contestation qui est permise – à troubler l'ordre politique, économique et social ».

La cible de cette opération est bien plus large que le groupe des personnes inculpées, contre lesquelles il n'existe aucune preuve matérielle, ni même rien de précis qui puisse leur être reproché. L'inculpation pour « association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste » est plus que vague : qu'est-ce au juste qu'une association, et comment faut-il entendre ce « en vue de » sinon comme une criminalisation de l'intention ? Quant au qualificatif de terroriste, la définition en vigueur est si large qu'il peut s'appliquer à pratiquement n'importe quoi et que posséder tel ou tel texte, aller à telle ou telle manifestation suffit à tomber sous le coup de cette législation d'exception.

Les personnes inculpées n'ont pas été choisies au hasard, mais parce qu'elles mènent une existence politique. Ils et elles ont participé à des manifestations dernièrement, celle de Vichy, où s'est tenu le peu honorable sommet européen sur l'immigration. Ils/elles réfléchissent, ils/elles lisent des livres, ils/elles vivent ensemble dans un village lointain. On a parlé de clandestinité : ils/elles ont ouvert une épicerie, tout le monde les connaît dans la région, où un comité de soutien s'est organisé dès leur arrestation. Ce qu'ils/elles cherchaient, ce n'est ni l'anonymat, ni le refuge, mais bien le contraire : une autre relation que celle, anonyme, de la métropole. Finalement, l'absence de preuve elle-même devient une preuve : le refus des inculpés de se dénoncer les uns les autres durant la garde à vue est présenté comme un nouvel indice de leur fond terroriste.

En réalité, pour nous tous-tes cette affaire est un test. Jusqu'à quel point allons-nous accepter que l'antiterrorisme permette n'importe quand d'inculper n'importe qui ? Où se situe la limite de la liberté d'expression ? Les lois d'exception adoptées sous prétexte de terrorisme et de sécurité sont-elles compatibles à long terme avec la démocratie ? Sommes-nous prêts à voir la police et la justice négocier le virage vers un ordre nouveau ? La réponse à ces questions, c'est à nous de la donner, et d'abord en demandant l'arrêt des poursuites et la libération immédiate de celles et ceux qui ont été inculpés pour l'exemple.

Retrouver les comités de soutien

sur www.soutien11novembre.org/

Recueil de textes et analyses sur :

www.infokiosques.net/spip.php?article597

Présentation de films tournés à Nahr al-Bared/Liban

Un militant du collectif anarchiste de cinéastes « a-films » a montré, le 2 décembre au Désert, des courts métrages actuels sur le camp de réfugiés palestiniens détruits, Nah al-Bared, au nord du Liban.



En mai 2007, le camp de réfugiés Nahr al-Bared, l'habitat de plus de 30'000 réfugiés palestiniens, a été le lieu de combats entre l'armée libanaise et le groupe islamiste fatah al-islam pendant 3 mois. Pendant ce temps, plus de 40 citoyens, 167 soldats et plus de 200 membres du fatah al-islam ont été tués et 30'000 réfugiés ont été déplacés. Lors de la date officielle de l'arrêt des

combats, début septembre 2007 et jusqu'au 10 octobre, le camp était sous contrôle exclusif de l'armée libanaise.

Lorsqu'une partie du camp a été rouverte et que les 1000 premières familles sont retournées à Nahr al-Bared, elles sont retournées dans des maisons brûlées, pillées et vandalisées. Des témoins ont attesté de ce qui était devenu un schéma systématique des mises à feu et des pillages. Dans de nombreuses maisons du camp, des graffitis racistes ont été peints et signés au nom de plusieurs groupes de commandos de l'armée libanaise.

Aucune investigation militaire ou indépendante n'a été effectuée. Amnesty international a écrit au gouvernement libanais, appelant à initier les investigations nécessaires afin que les responsables rendent compte de leurs actes. L'entrée au camp a été refusée aux journalistes ainsi qu'aux organisations de droits de l'homme.

A-films est un collectif autonome anarchiste audiovisuel actuellement basé en Europe et au Moyen-Orient. Ils et elles organisent des ateliers vidéo en Palestine et au Liban et produisent aussi des courts-métrages.

www.a-films.blogspot.com

Pour faire taire les armes, la parole aux peuples!

DÉBAT AUTOUR DE LA II^e RENCONTRE HÉMISPHERIQUE CONTRE LA MILITARISATION (HONDURAS, OCTOBRE 2008)

A l'occasion de la présence d'une militante du Honduras, un débat s'est improvisé à Lôzane pour discuter de la II^e Rencontre hémisphérique contre la militarisation.

Cette rencontre a donné suite à la I^{ère} Rencontre qui avait eu lieu en mai 2003 au Chiapas, (Mexique), dans un contexte de fortes agressions militaires contre les communautés zapatistes. Le but de ces rencontres et de renforcer les réseaux, la réflexion et les actions communes et autonomes contre la présence militaire impérialiste en Amérique centrale et du Sud (avec le soutien de collectifs des EU, Canada, Australie et Europe). La Rencontre a réuni plus de 800 délégué·e·s de 175 organisations de 27 pays et de divers peuples indigènes. Elle s'est organisée de manière autogérée, avec un soutien solidaire international. Les paysan·n·es indigènes de l'organisation hôte (le Copinh, une organisation indigène lenca) ont assuré l'hébergement et l'alimentation.

Le choix du lieu, le Honduras, n'est pas anodin. Situé au coeur de l'Amérique centrale, ce pays est un lieu historiquement et géopolitiquement stratégique de l'impérialisme militaire nord-américain. Au Honduras se trouve la plus grande base étasunienne d'Amérique latine: Palmerola. Construite en 1983 sur des cultures vivrières paysannes, elle est demeurée depuis zone occupée. L'origine de cette occupation militaire remonte au milieu des années 1950, lors du coup d'État militaire co-orchestré par la United Fruit Com-

pany (Chiquita) contre le président progressiste Arbenz au Guatemala. Au même moment, le Honduras est paralysé par une grève générale dans l'industrie agricole d'exportation de la multinationale étasunienne. Afin de bloquer l'extension de la révolte, la répression militaire qui dévastera l'Amérique centrale pendant plus de 30 ans prend pour base de ces opérations le Honduras.

Lors de cette II^e Rencontre contre la militarisation, plusieurs thématiques ont été abordées, autour de tables rondes et de plénières. L'un des espaces de discussions s'est centré sur la dénonciation de situations concrètes dans les différents pays. L'échange a aussi permis d'étudier et comparer les tactiques utilisées par les forces militaires, de même que les stratégies de résistances des peuples. Des expériences victorieuses, comme celle des mouvements qui ont obtenu la fermeture de la base de Manta en Equateur, ont renforcé la détermination de l'organisation. Un axe important de débat a planché sur la mise en place d'un réseau d'information et de communication autour des projets et stratégies militaires.

Les analyses de la II^e rencontre ont mis l'accent sur les dominations multiples propres à la logique militaire, qui est non seulement la principale responsable de la violation des droits humains fondamentaux, mais également l'expression paroxystique du patriarcat, faisait du corps des femmes un butin de guerre. La militarisation s'attaque également aux droits des populations indigènes et afrodescendantes, notamment par ses visées de contrôle des ressources naturelles situées sur leurs territoires. La violation des droits politiques en général

Au-delà de la tragédie de l'amiante

Le 3 décembre, l'infokiosk a accueilli des membres du Collectif d'aide et d'orientation des victimes de l'amiante () pour présenter le livre

Amiante et Eternit. Fortunes et forfaitures (Ed. d'En Bas, 2008). Après un petit film sur un cas français, le débat s'est élargi pour imaginer des modes de luttes contre les milliers de toxiques produits par l'industrie.

Largement ignoré par la presse, le livre rappelle l'histoire de l'exploitation sans vergogne de l'amiante, sacrifiant sur l'autel du profit des milliers de vies. Il documente aussi des faits moins connus, comme le recours aux travailleurs forcés pendant l'Allemagne nazie, les affaires florissantes en Afrique du Sud durant l'apartheid ou les pressions pour faire traîner les choses face aux plaintes collectives.

Le débat a mis l'accent sur le fait que l'amiante n'est qu'un cancérigène parmi des milliers qui nous entourent. Il est cependant emblématique, du fait qu'il existe depuis plus de cent ans et que de nombreuses études ont donc démontré ses ravages, alors que les conséquences sur la santé et

l'environnement du formaldéhyde, de la faible radioactivité, des biocides, des rayonnements de téléphones portables ou autres « progrès » que promettent les micro et nanotechnologies ne seront pleinement visibles que dans plusieurs décennies.

Dans le cas de l'amiante, la majorité des luttes actuelles tentent d'obtenir des réparations pour les dommages subis, surtout dans les pays riches et pour une minorité des travailleuses qui ont encore la force de dénoncer.

Or il serait largement temps d'attaquer le problème des toxiques en amont. Cela pose la question de quel monde nous voulons, de qui décide des produits dont nous avons besoin. En ce sens, les expériences avec des matériaux alternatifs au béton, responsable d'un part importante de l'effet de serre, sont à soutenir (tribune à La Maison de Paille). Le débat public sur les risques des nanotechnologies ne doit pas passer à la trappe face aux profits faramineux que les industriels comptent en tirer (voir T'Okup n° 60-62). Une prochaine étape décisive sera de construire une résistance radicale d'envergure à l'enfouissement de déchets nucléaires et à la construction de nouvelles centrales en Suisse ces prochaines années.

SQUATTEUREUSES LOURDEMENT CONDAMNÉ-E-S À BÂLE

Le 30 juin 08, la vieille usine de céréales « Aktienmühle » (datant de la fin du 19^{ème} siècle), qui était vide depuis 5 ans, a été squattée pendant 16 heures et a été évacuée au moyen d'un énorme déploiement de flics. Le propriétaire a ensuite porté plainte. Le procès a eu lieu le 12 novembre 08.

Inculpation : violation de domicile et dommages

à la propriété. Condamnation : une personne a reçu

une amende et une sentence avec sursis de 2 ans ;

4 personnes ont reçu 45 jours-amendes à 30 francs par jour,

sans sursis ; une personne a reçu 120 jours-amendes

à 30.- sans sursis.

Les condamnations sans sursis étaient justifiées par

« délinquants par idéologie ». Ces inculpé·e·s ont fait

appel. En plus de cette procédure pénale, ils attendent

une procédure civile dans laquelle le demandeur exige

le remboursement de ses dommages financiers, durant

l'occupation (ce qui ne comporte pas les dommages

à la propriété). Les squattereuses ont donc besoin

d'argent. Soirée de soutien le 24 janvier 2009

au Désert (chemin Pierrefleur 72, lôzan) avec :

COVERKILL - LA GALE - DISCO, BOUFFE ET COCKTAILS...

Les bénéfices de cette soirée permettront aux inculpé·e·s de

ce groupe de payer une partie des frais de justice et d'avocat.

UN·E SEUL·E EST ACCUSÉ·E,

TOUTES ET TOUS SONT VISÉ·E·S !

LUGANO : SELVA SQUAT ÉVACUÉ

Il y a déjà trop longtemps que les espaces sauvés

de la dégradation urbaine et remis à la libre initiative

de qui aime l'autogestion sont évacués ou soumis

à la continuelle menace de l'État et des patrons. Ceux-ci,

avec des projets de requalification des bâtiments ou poussés

par la simple volonté de supprimer des réalités qui agissent

dans la direction opposée au déroulement normal des

choses, s'arrogent le droit de décider quand et comment

annuler l'existence des lieux occupés.

Lundi 10 novembre, la même situation s'est produite

à Lugano quand la police a fait irruption dans le tout jeune

Selva Squat Anarchico et en évacuant le bâtiment. Cinq

personnes ont été arrêtées, et deux autres identifiées

et dénoncées.

En occupant les maisons vides, en redonnant une vie

au vide qui règne entre quatre murs inhabités, on sape

la propriété des promoteurs immobiliers. Dans une époque

où l'oeuvre de pillage des détenteurs du capital éclate dans

une crise économique globale, chaque action destinée

à reprendre possession d'un espace, et chaque attaque

directe contre le pouvoir, coïncident avec un parcours

de lutte qui vise à démolir les fondements du système.

Chacun·e, avec sa propre charge de rage et de joie,

peut contribuer à raviver l'affrontement social, indispensable

pour toucher les intérêts de dévastation de l'État et du

capital. Celui qui exerce sa domination tentera toujours,

sans scrupules, de rendre non légitimes celles et ceux qui

ne sont pas prêts à mendier la liberté chez les bâtiments

institutionnels. Agir en dehors de ces lieux est l'unique

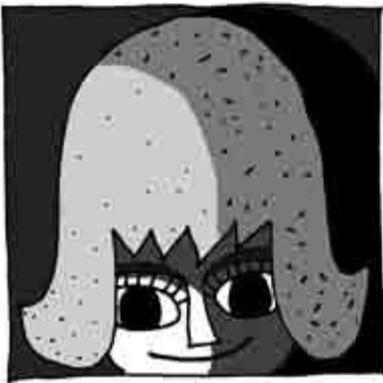
route à parcourir.

La flamme de la révolte et l'instinct pour la liberté

sont nos seuls drapeaux.

(texte de l'appel à la manif du 6 décembre

pour dénoncer l'évacuation du Selva squat)



vendredi 9 janvier 20h
bar de la Barbue
non-mixte ♀
et tous les premiers
vendredis du mois!

dans le prochain
l'okup y'aura
d'autres infos
féministes sur la
nouvelle furie
collective!



AGENDA

manifs/actions

3 janvier 09

RECLAIM THE STREET
14 h pl. de l'Europe, Lôz

Sam 31 janvier 09

MANIF contre le WEF - Genève

espace autogéré

Tous les jeudis -20h

Repas végétarien/végétalien

Sam 17 janvier 2009 - 20h

Soirée d'information autour des
inculpé-e-s de TARNAC + Sortie
et présentation de la brochure
« Ces libertés qu'on nous
vole ».

ailleurs aussi

Squat de Pully, Pallin 4

Tous les lundi-21h : Bar!!

Dézert (Pierrefleur 72, lôz)

24 janvier -21h : Soutien aux
squateuses bâlois ; bouffe +
concerts — COVERKIL-LA GALE
- DISCO —

adresses utiles

-Espace Autogéré, César-roux
30, Lausanne. www.squat.net/ea

-Ciné Oblo, Av. de France 9,
dernier sous-sol, Lausanne.
www.oblo.ch

-CIRA, Avenue de Beaumont 24,
1012 Lausanne. www.cira.ch

ASILE

Nouvelles des réfugié-e-s à l'aide d'urgence

*Face à l'augmentation du
nombre de réfugié-e-s arrivant
dans les structures d'accueil,
la pression sur les mal-logé-e-s
à l'aide d'urgence s'est accrue.
A tel point que la première
semaine de décembre a vu
quatre arrestations au sein des
centres vaudois.*

Les personnes mises sous mesures
de contrainte ont été conduites à
la prison de Frambois, afin d'être
transférées à l'aéroport facilement.
Un d'entre eux se trouve déjà en
Angola.

Le 5 décembre, le collectif a organ-
isé un piquet devant le SPOP (ser-
vice de la population) qui renouvelle
ou non les autorisations de séjour et
demande parfois l'intervention de la
police pour la mise sous contrainte

des personnes déboutées de l'asile.
Les manifestant-e-s ont dénoncé le
zèle des autorités, qui ont une marge
de manoeuvre et n'en profitent pas.
Ils/elles ont aussi dénoncé l'attitude
dégueulasse de certain-e-s employé-
e-s qui n'hésitent pas à torturer psy-
chologiquement des personnes qui
sont déjà mal psychologiquement et
physiquement. Les menaces pleu-
vent, sur les femmes enceintes, les
épileptiques, les dépressifs et tou-
te-s les autres qui revendiquent leur
droit à vivre ici.

Le 19 décembre dès 18h, au
milieu du brouhaha écoeurant des
nocturnes, s'est déroulée une action
pour revendiquer le droit de pou-
voir vivre sans autorisation, sans être
emprisonné-e ici ou ailleurs et être
traité-e avec dignité.

Groupe actionS des Etats généraux
de la migrationm

ESPACE AUTOGÉRÉ CANAL HISTORIQUE



A l'occasion des 15 ans de l'espace,
vous pouvez (re)découvrir dans
le dernier l'okup le texte d'une de
nos premières affiches de concert
(1993). Cette fois-ci, voici des
extraits de la brochure '10 ans
d'espace autogéré' (2003).

« Les premiers tracts insistent sur le
fait que l'Espect autogéré n'est pas
un île isolée du monde. Cela signifie
qu'on ne peut (ni ne veut) résoudre
les problèmes uniquement pour
nous. Ce que nous revendiquons
pour nous, nous le revendiquons
pour tout le monde (...).

« C'est donc assez logiquement
que nous ne nous sommes pas
décrétéEs "centre autonome" :

- Ni centre, car notre expérience ne
se veut ni un modèle universel, une
avant-garde ou un carrefour obligé
- Ni autonome, car le but n'est pas
de créer une bulle pour échapper

au monde et à l'époque où on vit.
Par contre ça peut être un lieu pour
se rencontrer et essayer de faire
changer le monde, ou en tous cas
ne pas subir passivement celui qu'on
nous impose comme étant le seul
possible.

« Une des premières affiches
de concerts de l'Espect autogéré
disait: "Si tu ne fais pas partie de la
solution, tu fais partie du problème".
Passé le charme du romantisme
autonome, il s'est vite avéré que ce
n'est pas parce qu'on se collerait
l'étiquette d'alternatif qu'on résout
tous les problèmes. Le sexisme,
les jeux de pouvoir l'égoïsme, la
jalousie, etc. ressurgissent à la
croisée des chemins. Il s'agit donc de
réfléchir sur soi-même en tant que
personne et en tant que collectif,
d'expérimenter des pistes de
solutions (...). »